



F. S. U.

NON à la répression et à l'intimidation des lycéens

Nos organisations FNEC FP-FO, SUD Education, FSU et Cgt Educac'tion ont pris connaissance d'agissements disproportionnés de la Police à l'encontre de lycéens devant le lycée Philippe Lamour à Nîmes le jeudi 18 septembre dernier, jour de mobilisation nationale intersyndicale.

Dès 6h30 du matin, alors que des lycéens avaient décidé d'exprimer pacifiquement leurs revendications par un blocus symbolique, les forces de l'ordre sont intervenues. Les jeunes ont été alignés contre un mur, fouillés, palpés, plaqués contre le grillage. Leurs sacs ont été vidés et leurs affaires piétinées, les drapeaux jetés par terre. Les lycéens ont ensuite été pris en photo pendant plus de 30 minutes puis menacés d'arrestation en cas de maintien du blocage.

La police nationale s'était déjà illustrée la semaine précédente (le mercredi 10 septembre) lors d'une tentative de blocage du lycée Daudet à Nîmes : trois motos, trois véhicules, une quinzaine d'agents des forces de l'ordre (dont deux à l'intérieur de l'établissement, chargés de faire entrer au lycée les élèves qui le souhaitaient), un agent des Renseignements territoriaux qui prenait des photos des élèves mobilisés avant de les montrer à la direction de l'établissement pour identification, une enseignante sommée (manu militari) de se tenir sur un trottoir...

Les intentions de ces lycéens étaient claires : se mobiliser contre les politiques d'austérité qui entraînent la suppression de classes et de postes, ainsi que contre les contre-réformes, en particulier celles du lycée et du baccalauréat imposées par Blanquer, ou encore Parcoursup, qui remettent en cause l'égalité d'accès à l'éducation et aux études supérieures. Ils rejettent aussi la marche à la guerre, à laquelle participent activement le président Macron et son nouveau Premier ministre Lecornu, ainsi que l'embrigadement imposé par le SNU qui est transformé en service militaire rénové.

Nos organisations gardoises FNEC FP-FO, SUD Education, FSU et Cgt Educac'tion dénoncent fermement ces pratiques répressives qui visent à intimider et à criminaliser la jeunesse étudiante. La répression des lycées est inacceptable ; leur colère et leurs revendications sont légitimes et doivent être entendues et satisfaites. Notre intersyndicale exprime tout son soutien aux lycéens concernés et les assure qu'elle sera à leur côté autant que nécessaire.

Force est de comprendre que la répression à tour de bras est le dernier recours d'un pouvoir en déroute. La « fermeté » du ministre Retailleau appartenant à un gouvernement illégitime, renversé le 8 septembre par un vote des deux tiers des députés, n'effacera ni la colère ni les

revendications qui se sont exprimées le 10 septembre et le 18 septembre et qui continueront encore à s'exprimer le 2 octobre contre le budget de guerre et l'austérité.

L'intersyndicale gardoise de l'Éducation restera vigilante et mobilisée pour défendre les droits des jeunes et des personnels aux côtés de toutes les organisations syndicales qui partagent cette exigence.